



Assemblée générale

DEC 7 1992

UN/SA COLLECTION

Distr.

GENERALE

A/47/748

2 décembre 1992

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session
Points 10 et 149 de l'ordre du jour

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'ACTIVITE DE L'ORGANISATION

LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN ESTONIE ET EN LETTONIE

Lettre datée du 1er décembre 1992, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Lettonie auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de me référer à la lettre datée du 26 septembre 1992, que vous a adressée le Président du Conseil suprême de la République de Lettonie, M. Anatolijs Gorbunovs (A/47/476, annexe). Dans cette lettre, M. Gorbunovs vous priait de "bien vouloir user de vos bons offices auprès du Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme et du Centre pour les droits de l'homme pour faire en sorte qu'une mission d'établissement des faits par les spécialistes des droits de l'homme de l'ONU soit dépêchée en toute diligence en Lettonie" pour y enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme dans ce pays.

Je vous suis très reconnaissant d'avoir donné rapidement suite à la demande de M. Gorbunovs et d'avoir envoyé en Lettonie du 27 au 30 octobre 1992 une mission d'établissement des faits, qui était dirigée par le Directeur du Centre pour les droits de l'homme de l'ONU, M. Ibrahima Fall. En outre, je vous remercie d'avoir communiqué à la Mission permanente de la Lettonie le résumé du rapport de la mission d'établissement des faits en Lettonie (voir annexe). Je pense que cette mission correspondait bien à ce que vous aviez à l'esprit dans votre rapport intitulé "Agenda pour la paix", en particulier dans son chapitre relatif à la diplomatie préventive (voir A/47/277-S/24111).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 10 et 149 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Aivars BAUMANIS

ANNEXE

Résumé du rapport de la mission d'établissement des faits
dépêchée en Lettonie

1. A l'invitation des autorités lettones, le Secrétaire général a dépêché en Lettonie, du 27 au 30 octobre 1992, une mission d'établissement des faits placée sous la conduite de M. Ibrahim Fall, Directeur du Centre pour les droits de l'homme de l'ONU, à l'effet d'enquêter sur les pratiques discriminatoires dont les minorités vivant dans ce pays seraient l'objet.

2. La mission a rencontré de hauts responsables lettons, y compris le Chef de l'Etat, le Président Anatolijs Gorbunovs, le Vice-Président, le Premier Ministre, de nombreux ministres, les présidents de commissions parlementaires, les représentants des différents partis représentés au Parlement, le Président de la Cour suprême, des membres du barreau, des représentants de différents groupes et associations de défense des minorités, y compris des représentants de la minorité russe, des représentants des différentes confessions, des juristes, des dirigeants syndicaux, les rédacteurs en chef de plusieurs journaux lettons, le doyen du corps diplomatique, ainsi que l'Ambassadeur de la Fédération de Russie. Pendant son séjour, la mission a reçu environ 800 pétitions, à l'occasion de rencontres avec des représentants des minorités, ainsi que dans les rues de Riga.

3. La mission a étudié et analysé un certain nombre de textes législatifs pertinents, ainsi que des arrêtés gouvernementaux et instructions administratives relatifs aux droits des minorités.

La situation actuelle

4. Par suite d'une politique systématique de transfert de population, appliquée pendant les 50 années d'occupation soviétique, alors que la population totale de la Lettonie se monte à 2,7 millions d'habitants, 52 % seulement sont lettons, tandis qu'en 1935, les Lettons de souche représentaient 75,5 % de la population.

5. Les minorités nationales sont inquiètes. Leurs représentants ont exprimé les préoccupations que leur inspirent leur futur statut et les droits civils, politiques et économiques de la population non lettone en Lettonie, ainsi que l'actuel projet de la loi sur la citoyenneté, l'application de la loi linguistique et l'enregistrement des habitants de la Lettonie.

a) Citoyenneté

6. Le 15 octobre 1991, le Conseil suprême a adopté une résolution relative au rétablissement des droits des citoyens de la République de Lettonie et aux principes fondamentaux régissant la naturalisation; aux termes de cette résolution, la citoyenneté est reconnue uniquement à ceux qui étaient citoyens lettons le 17 juin 1940 et à leurs descendants. Les autres résidents acquerraient la citoyenneté par naturalisation à la suite de l'adoption d'une loi de citoyenneté, dont le projet est toujours à l'étude au Parlement.

7. Aux termes du projet de loi, certaines catégories d'habitants ayant des liens étroits avec l'armée, la police ou les services de sécurité de l'ex-Union soviétique se verraient définitivement refuser la possibilité d'acquérir la citoyenneté lettone par naturalisation. D'autres résidents permanents peuvent acquérir la citoyenneté lettone par naturalisation, en fonction de quotas qui seront fixés par le Parlement. Les principales conditions à remplir sont les suivantes : 16 années de résidence continue (le projet contient une autre disposition qui ramènerait à 10 ans la durée de résidence requise); une connaissance du letton permettant de tenir une conversation, à constater par des examens; un serment de loyauté, la connaissance des principes de base de la Constitution et la renonciation à la citoyenneté antérieure.

8. Si la disposition relative à la résidence, telle qu'elle est prévue dans le projet de loi, ne peut être considérée comme discriminatoire dans son essence, tout dépendra de la façon dont cette disposition sera appliquée en pratique. La population non lettone craint qu'un grand nombre de résidents permanents soient en fait disqualifiés, en raison par exemple d'un séjour temporaire à l'étranger, notamment pour études. Une autre cause d'inquiétude tient au fait qu'un grand nombre de personnes risquent d'être disqualifiées au motif que leur domicile se trouve dans des bâtiments qui sont la propriété du Ministère de la défense de l'ancien pouvoir, ou dans des logements considérés comme "temporaires", quelle que soit la durée d'occupation. Malheureusement, ces craintes semblent justifiées, à en croire la teneur d'un grand nombre de pétitions individuelles remises au chef de la mission.

9. Si l'on s'en tient aux principes généralement admis du droit international concernant l'octroi de la citoyenneté, la Lettonie ne contrevient pas aux règles du droit international par la façon dont elle définit les critères d'octroi de la citoyenneté lettone. Néanmoins, étant donné la situation concrète que vivent les résidents non lettons, il serait souhaitable que la Lettonie, pour des raisons humanitaires, accorde la citoyenneté à la majorité des résidents permanents qui expriment le vœu de devenir de loyaux citoyens lettons.

b) Le processus d'enregistrement

10. Le but premier de l'actuel processus d'enregistrement est de déterminer qui sont les résidents de la Lettonie. Ce processus servira aussi de base à la détermination du statut et des droits de la population actuelle, et permettra de déterminer qui pourra prétendre à la citoyenneté par naturalisation, en vertu de la loi de citoyenneté qui sera promulguée.

11. Le chef de la mission a reçu plus de 300 pétitions faisant état de pratiques arbitraires et discriminatoires présumées durant le processus d'enregistrement. Un des thèmes communs à ces pétitions est que les personnes en question se sont vu refuser l'enregistrement au motif que, pour une raison ou pour une autre, elles ne remplissaient pas les conditions voulues, ou au motif que la durée de résidence en Lettonie invoquée devait être réduite en application de dispositions prises par le Ministère de la citoyenneté et de l'immigration.

/...

12. Si ces allégations sont fondées, les pratiques discriminatoires touchant une partie de la population qui n'est pas de souche lettone résulteraient des dispositions appliquées par le Ministère de la citoyenneté et de l'immigration, et, apparemment, d'abus de pouvoir commis par des fonctionnaires de ce ministère. Il y a là un sujet de préoccupation que le Gouvernement ferait bien d'examiner, avec toute l'attention voulue, dans l'intérêt du maintien de relations ethniques harmonieuses en Lettonie.

d) La loi linguistique

13. La loi linguistique n'est pas en soi incompatible avec le droit international ni avec les normes généralement admises en matière de droits de l'homme, même si elle cause quelque difficulté ou inconvénient à la population qui ne parle pas le letton. Par ailleurs, les mesures prises par les autorités lettones pour encourager l'emploi du letton ne violent pas ces normes et respectent les langues des groupes minoritaires.

14. Si l'emploi généralisé du letton ne semble pas poser de problème, il en va différemment de l'obligation de subir des examens linguistiques, notamment aux fins de l'octroi de la citoyenneté par naturalisation, de l'emploi dans la fonction publique et de l'accès à l'enseignement public. Dans ce contexte, nombre de personnes qui ne parlent pas le letton voient dans les examens linguistiques une mesure vexatoire.

15. La Mission a été informée par des personnes de nationalité autre que lettone que les cours de langue subventionnés par l'Etat n'avaient été organisés que dans les grandes entreprises d'Etat et que les cours particuliers étaient très coûteux. En outre, la méthode d'apprentissage de la langue laisserait à désirer et certains organismes gouvernementaux avaient renoncé aux examens d'aptitude linguistique, les jugeant trop compliqués.

16. La Mission estime que les autorités lettones devraient prendre les mesures voulues pour veiller à ce que la formation et les examens soient organisés avec souplesse, patience, objectivité, clarté et dans les meilleures conditions techniques possibles.

e) Propriété

17. Selon les informations recueillies, les citoyens bénéficieraient d'un traitement préférentiel par rapport aux non-citoyens pour ce qui est de la délivrance de certificats de privatisation. Il ressort de nombreuses lettres remises à la Mission que les personnes de nationalité non lettone craignent d'être exclues du processus de privatisation et peut-être même de ne pas pouvoir acheter les appartements qu'elles occupent à l'heure actuelle.

18. Dans ce contexte, il convient de noter que l'article 17 de la Déclaration universelle des droits de l'homme consacre le droit à la propriété. Toutefois, il est généralement convenu que le droit à la propriété est soumis à des restrictions raisonnables.

g) Liberté de circulation

19. Les résidents de la Lettonie, qu'ils soient ou non citoyens, ont tous le droit de circuler librement en territoire letton. Il n'a été signalé aucun cas de citoyens non lettons qui, ayant quitté temporairement le territoire de la Lettonie, se seraient vu refuser le droit de rentrer dans ce pays.

20. Toutefois, l'article 10 de la Loi constitutionnelle du 10 décembre 1991, relative aux droits et obligations du citoyen et de la personne stipule que les citoyens ont le droit de quitter librement la Lettonie et d'y retourner en toute liberté, ce qui pourrait impliquer que les non-citoyens ne jouissent pas du droit de retour en Lettonie. Le fait d'empêcher une personne de retourner en Lettonie non seulement porterait indûment préjudice à cette personne, mais pourrait notamment constituer une violation de l'article 23 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui protège la cellule familiale, si la personne en question se trouvait de ce fait séparée de sa famille.

Conclusions et recommandations

21. Depuis qu'elle a recouvré son indépendance, la Lettonie traverse une période de transition au cours de laquelle le Gouvernement letton s'emploie à redresser certains torts et injustices historiques commis entre 1940 et 1991, période durant laquelle le pays relevait des autorités soviétiques.

22. Cet état de choses inquiète les non-Lettons de souche, qui se demandent quels seront leur statut et leur rôle futurs dans le pays. La situation existant aujourd'hui en Lettonie est caractérisée par ce sentiment d'insécurité bien plus que par une quelconque violation flagrante des droits de l'homme.

23. L'examen par la Mission des informations qui lui ont été communiquées ne révèle pas de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme en Lettonie. Les cas individuels de violation qui ont été signalés sont limités et ne sont pas liés à une politique discriminatoire à proprement parler. Ils doivent et peuvent être réglés en utilisant les voies de recours appropriées. Il est encourageant de noter qu'aucun cas de voies de fait, de licenciement collectif, d'exclusion d'un établissement d'enseignement, d'expulsion d'un appartement ou de bannissement n'a été signalé.

24. Une proportion importante des résidents du pays n'ont pas encore la citoyenneté lettone et craignent d'être marginalisés. Les citoyens de l'ancienne Union soviétique peuvent obtenir la citoyenneté russe sur demande, mais un grand nombre d'entre eux n'y tiennent pas, car ils comptent rester en Lettonie. Certaines réglementations et pratiques administratives contestables appliquées dans le cadre de l'enregistrement de la population en cours ne laissent pas d'être inquiétantes, car elles semblent révéler une discrimination à l'encontre de certains éléments étrangers de la population. Ceux-ci semblent avoir été arbitrairement empêchés de se faire enregistrer comme résidents en Lettonie et, de ce fait, de remplir les conditions requises

pour se faire naturaliser; dans certains cas, la durée de la résidence est prise en considération d'une manière qui n'est pas tout à fait conforme à l'équité, les candidats à la naturalisation ne pouvant alors plus satisfaire aux conditions de résidence fixées. Il faut par ailleurs tenir compte du lien entre citoyenneté et droits économiques, attendu que les non-citoyens risquent de se voir privés de toute perspective économique.

25. Jusqu'à présent, personne n'a été dépouillé de sa citoyenneté et aucun secteur de la population ne s'est vu priver de ses droits. En revanche, la peur de la marginalisation par déni de citoyenneté et des droits fondamentaux dont celle-ci est assortie est bien réelle et parfois fondée. Le climat qui en résulte n'est pas propice à l'instauration de relations interethniques harmonieuses et constitue un facteur potentiel de déstabilisation.

26. Les autorités et les minorités de Lettonie semblant disposées à tenir compte des propositions de l'Organisation des Nations Unies, on peut espérer trouver des solutions de compromis. A cet égard, les recommandations concrètes formulées ci-après peuvent aider non seulement à parvenir à la réconciliation et à la coexistence, mais aussi à instaurer une coopération fructueuse au sein d'une société pluriculturelle :

a) La loi de citoyenneté devrait être adoptée dans les meilleurs délais de façon que les intéressés puissent régulariser leur situation.

b) Avant d'être adoptée, la loi de citoyenneté devrait être modifiée de façon à ramener de 16 à 5 ans la durée de résidence requise. Il ne faudrait pas, dans le calcul de cette durée, que les intéressés soient pénalisés pour avoir effectué des séjours temporaires à l'étranger ou occupé un emploi civil dans l'armée. La réduction de cette durée à cinq ans aurait un effet psychologique très positif sur les minorités non lettones et contribuerait à coup sûr à renforcer l'harmonie entre les nationalités.

c) Il faudrait rendre publiques et diffuser largement l'ensemble des réglementations régissant le déroulement du processus d'enregistrement en cours. Il conviendrait, dans la mesure du possible, de les faire largement connaître avant de les adopter et d'offrir des possibilités de consultation dans le cadre d'auditions publiques. Les critères d'enregistrement devraient être rédigés en termes clairs et précis de façon à en prévenir toute application arbitraire. On devrait examiner avec un soin particulier, un à un, tous les cas et exemples présumés d'irrégularités dans le déroulement du processus d'enregistrement.

d) Dans la pratique, les autorités lettones devraient accorder aux non-citoyens, au moins, les droits exposés dans la Déclaration sur les droits de l'homme des personnes qui ne possèdent pas la nationalité du pays dans lequel elles vivent, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies.

e) S'agissant de l'impératif linguistique, une connaissance rudimentaire du letton devrait suffire pour obtenir la citoyenneté. Les candidats à la naturalisation âgés de plus de 50 ans devraient être dispensés des examens linguistiques. Cela n'exclut pas la possibilité de fixer des critères linguistiques plus rigoureux pour les candidats à certaines catégories d'emploi. Etant donné que le letton est la langue officielle du pays et que les documents officiels sont rédigés dans cette langue, les résidents dont elle n'est pas la langue maternelle réaliseront qu'il est de leur intérêt de l'apprendre le plus rapidement possible.

f) Dans le cadre de la privatisation de la terre, des maisons et des appartements, la priorité devrait en règle générale être accordée aux droits de propriété des personnes qui possédaient la citoyenneté lettone en 1940 et à leurs descendants. Il faudrait envisager d'indemniser les occupants ultérieurs pour les travaux d'aménagement effectués.

g) Les étrangers ne devraient pas être exclus du processus de privatisation. Si, par exemple, ils ne remplissent pas dans l'immédiat les conditions requises pour accéder à la propriété des appartements qu'ils occupent, ils devraient bénéficier d'un délai leur permettant d'attendre de pouvoir satisfaire à ces conditions. La loi sur la privatisation devrait prévoir la création d'une commission d'examen des dossiers individuels.

h) Il faudrait prendre des mesures permettant d'éviter toute aggravation des tensions entre les Lettons de souche et la population étrangère en Lettonie. En particulier, la Commission consultative pour les minorités nationales devrait commencer ses travaux le plus tôt possible et s'employer à examiner tous les cas présumés de discrimination. De plus, l'incitation au préjugé ethnique devrait être interdite par la loi, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

i) Le Gouvernement letton, qui a déjà adhéré au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, devrait envisager d'adhérer au Protocole facultatif s'y rapportant, de façon que tous ses ressortissants aient la possibilité, après avoir épuisé tous les recours internes disponibles, de faire examiner leur cas par le Comité des droits de l'homme de l'ONU.

j) L'Organisation des Nations Unies devrait être prête à fournir des services consultatifs et une assistance technique dans divers domaines. Un accord de prestation de services consultatifs passé avec le Centre pour les droits de l'homme pourrait être utile.

k) L'UNESCO pourrait être invitée à fournir, par l'intermédiaire du PNUD, une assistance technique aux fins de l'élaboration de méthodes d'enseignement et de critères de vérification des connaissances en letton des éléments de la population dont ce n'est pas la langue maternelle.

1) Le Centre pour les droits de l'homme pourrait être invité à fournir une assistance technique pour diffuser la documentation relative aux droits de l'homme et pour former les fonctionnaires ayant à connaître des problèmes liés aux droits de l'homme, élaborer une législation relative aux droits de l'homme, surveiller des élections et établir des contacts avec le Conseil consultatif sur les nationalités aux fins de l'examen des cas présumés de discrimination.

m) L'Organisation des Nations Unies devrait encourager les contacts politiques entre les autorités lettones et les autorités russes afin de parvenir à un règlement pacifique des problèmes bilatéraux qui se posent dans les domaines économique, militaire et social, notamment la question du retrait des forces militaires russes de Lettonie.
